

UN SYNDICALISME POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

Le présent texte est un appel à l'ensemble des militants syndicalistes à se regrouper autour de valeurs et de pratiques communes afin de se donner collectivement les moyens de réorienter le syndicalisme, aujourd'hui en fort déclin, et de contribuer à renverser le rapport de force qui, depuis des décennies, est de moins en moins en faveur des exploités et des dominés.

Affirmer et défendre un projet syndical autonome

Militantes et militants dans des organisations syndicales qui se revendiquent de la lutte des classes, nous défendons **trois grands principes pour le syndicalisme** :

1► Un projet de société : se débarrasser du capitalisme, sous toutes ses formes et sur toute la planète, qui est un système politique et économique basé sur l'exploitation et la domination de la majorité par une infime minorité qui vit du travail fait par d'autres qu'elle ; tout en luttant au quotidien pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la majorité, lutter pour construire une autre société, sans exploitation et sans domination d'êtres humains sur d'autres, sans discrimination, pour l'égalité sociale et pour un système mondial de production et de consommation compatible avec les conditions de vie sur la planète.

2► Un projet de classe autonome : le prolétariat, classe sociale la plus nombreuse qui ne possède que sa force de travail, a comme ennemis le patronat et l'État. Son organisation dans le syndicalisme est indispensable pour qu'il construise en toute autonomie son propre projet de société et pour gérer alors les moyens de production : que produire ? comment le produire et en quelle quantité ? où le produire ? etc.

3 ► Des formes d'organisations et des pratiques syndicales efficaces :

- L'**unité des lutte et des syndicalistes de classe**
- La **lutte des classes** (tant du point de vue des revendications que des méthodes d'action)
- La **démocratie** (de bas en haut ainsi que de manière horizontale afin de contrôler les mandats et éviter les dérives de toutes natures)
- L'**internationalisme** intransigeant
- Des **syndicats de branche** (regroupant les syndiqués d'entreprises du même secteur et non des syndicats d'entreprise isolés, souvent plus enclins à se rapprocher de leur patron que des syndicats d'entreprises du même secteur perçues comme concurrentes. Le développement des syndicats de branche est nécessaire pour permettre la solidarité en cas de grève et pour assurer le contrôle syndical sur la production)
- Des **unions locales interprofessionnelles**, structures de base du syndicalisme, regroupés dans une confédération
- Des **institutions et des activités créées et dirigées par le syndicalisme** permettant de limiter au maximum la dépendance face au capitalisme (entraide, sociabilité, sport, culture, production et consommation, santé, etc.).

Ce projet de société, élaboré par les idées et les luttes autonomes du prolétariat organisé dans ses organisations syndicales se résume par :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

Le syndicalisme s'éloigne de plus en plus de cet objectif

Le constat est simple : le syndicalisme va mal, et cela ne vaut pas que pour la France. Le capitalisme est à l'offensive depuis plusieurs décennies et, globalement à l'échelle de la planète, les organisations syndicales se sont fortement affaiblies. Cette situation est particulièrement prononcée en Europe et en Amérique du Nord, là où se situe le centre de la classe dominante qui dirige le monde du point de vue politique, économique et militaire.

Cet affaiblissement est d'abord bien entendu **quantitatif**, en France par exemple le nombre de syndiqués a atteint un seuil particulièrement bas. Mais ce n'est pas là le plus dramatique, car d'**autres phénomènes bien plus graves** agissent maintenant depuis de nombreuses années, et contre lesquels la réaction des militants syndicalistes tardent. Ce sont les **raisons qualitatives à l'affaiblissement du syndicalisme**, et qui touchent aussi les organisations syndicales se revendiquant de la lutte des classes dans lesquelles nous militons. Voici les **principales raisons** que nous pointons :

- L'enlèvement du syndicalisme dans le **syndicalisme d'entreprise et le corporatisme**.
- La **division syndicale et le sectarisme** au sein même du syndicalisme se revendiquant de la lutte des classes qui, souvent, monopolisent les militants dans des querelles d'appareils au détriment de la construction syndicale réelle.

- **L'affaiblissement de l'interprofessionnel**, comme le montre l'état moribond de nombreuses Unions locales, l'abandon des pratiques d'entraide, de sociabilité, d'expériences de contre-société immédiates (coopératives de production et de distribution, conférences-débats, sport ouvrier, etc.)

- **L'absence de projet de société autonome** du syndicalisme : les syndicalistes et les syndicats « lutte de classe » reportent constamment leurs espoirs sur le versant électoral, laissant à des partis politiques le soin de définir un projet et de le mener à la victoire. Le phénomène du « tribun populaire » providentiel concentrant tous ces espoirs fait alors souvent retour, comme c'est le cas aujourd'hui en France avec le dirigeant des Insoumis, visant à créer un nouveau parti socialiste qu'il faudrait porter au pouvoir parce qu'il n'y aurait pas d'autre solution... Il y a 40 ans, c'est le même phénomène qu'une autre génération a connu avec Mitterrand, l'Union de la gauche et son « programme commun ».

- Le syndicalisme - y compris celui se revendiquant de la lutte des classes - est désormais profondément **ancré dans des institutions** créées et pilotées par le patronat et l'État qui est à son service (CESR, commissions et organismes paritaires). Ce travail paritaire monopolise nombre de militants et les font de plus en plus devenir des spécialistes d'un partenariat social aux discours finalement très peu pris en compte par le patronat et l'État. Cette occupation chronophage les éloigne par là-même des salariés voire des syndiqués, assurant pour certains une stature confortable de représentant permanent éloigné du travail... Cette dérive est une réalité extrêmement inquiétante et contre laquelle il nous faut porter le maximum d'efforts car elle fragilise les syndicats et les place dans un rôle de partenaires qui se limite à une ligne défensive, dans laquelle nos chances de victoires sont souvent illusoire. Cela se traduit par de multiples phénomènes qui, de la base au sommet, engluent l'action syndicale dans les mailles du capitalisme. Cette institutionnalisation est cohérente avec tous les points précédents cités et fait que le syndicalisme n'apparaît plus comme une force contestatrice de la société actuelle sur laquelle, en particulier, les nouvelles générations militantes auraient envie de s'appuyer.

- La « **surface sociale** » du syndicalisme a de plus fortement diminué : son **corps militant colle de moins en moins aux évolutions de la composition du prolétariat**. C'est le désert syndical sur les lieux de travail parmi les prolétaires les plus exploités qui sont la majorité du tissu des petites et moyennes entreprises désormais ; c'est le désert syndical parmi les lieux d'habitation d'une partie importante de la « jeunesse populaire », qu'elle soit en milieu rural ou dans les concentrations urbaines. Cette institutionnalisation produit une activité syndicale « à côté de la plaque », étrangère à de très nombreux lieux où, pourtant, le potentiel de colère et de révolte contre cette société est immense.

Cette surface sociale réduite et cette institutionnalisation éloigne aussi le syndicalisme qui se revendique de la lutte des classes, de luttes anti-capitalistes réelles menées par des militants, et notamment des jeunes, et dont l'objectif pourrait rejoindre le projet de société pour lequel nous estimons que le syndicalisme devrait se battre. Cela est le cas par exemple pour les combats menés autour de questions écologistes où l'ennemi est bien identifié : les multinationales du béton, de la chimie, du nucléaire, de l'agro-business, etc.

- Cette institutionnalisation produit alors un certain **type de militant syndical, de plus en plus professionnel et expert, de plus en plus éloigné des lieux de travail**, un type particulier volontairement souhaité et favorisé par le patronat et l'État. La conséquence logique est que dans les directions syndicales le poids de la catégorie des cadres augmente, cela est flagrant au sein des appareils des confédérations et des

fédérations. Le poids relatif des appareils syndicaux, en termes de nombre de permanents et de moyens financiers, tend non pas à diminuer mais à augmenter. La légitimité se porte de moins en moins sur le mouvement des luttes sur le terrain des lieux de travail et de vie et de plus en plus sur la loi et l'électoratisme, la loi de 2008 sur la représentativité syndicale en est la démonstration parfaite.

Ce que nous proposons :

Nous nous proposons de contribuer à **unir les militants** des organisations syndicales se revendiquant de la lutte des classes, **sur les bases des principes exposés** ci-dessus « Pour un projet syndical autonome ».

► pour la **création d'un regroupement de ces syndicalistes dont les formes et les règles de fonctionnement sont à définir ensemble**. L'objectif est notamment de relancer les débats fraternels autour du syndicalisme et ainsi lui permettre de maîtriser son projet sans le déléguer à d'autres.

► pour **mener l'action de transformation du syndicalisme** actuel :

- Agir pour l'**unification syndicale sur des bases de lutte des classes** dans une confédération des militants et de leurs syndicats afin d'augmenter l'efficacité syndicale pour obtenir des victoires face à nos ennemis de classe (blocage des contre-réformes, obtention de conquêtes nouvelles en terme de salaires, de temps de travail, de cotisations des services socialisés de Sécurité Sociale...).

- **En finir avec le syndicalisme d'entreprise défensif, pour le syndicalisme de branche offensif et porteur de victoires** ; développer et renforcer la forme interprofessionnelle et avant tout les unions locales ; (re)créer d'autres formes (des institutions et des activités, et dont les moyens et les objectifs seront sous contrôle du syndicalisme, dans l'entraide, la culture, le sport, le logement, la santé, les coopératives, etc.) ;

- **Agir pour une radicale dé-institutionnalisation du syndicalisme** et le type de militants qu'elle produit afin de diminuer le poids des appareils : moins de permanents mais plus utiles ;

- Imposer la **démocratie syndicale**, notamment en contrôlant les mandats par la base.

- **développer et renforcer la dimension internationale de la lutte syndicale** à partir d'actions concrètes. Le « syndicalisme international » doit enfin cesser d'être l'agence de voyages de permanents syndicaux, et devenir un véritable levier dans nos luttes.

Des militants syndicalistes.

Contact : contact@syndicalistes.fr